



Collectif pour un Québec sans pauvreté
165 de Carillon, local 309, Québec (Québec), G1K 9E9

Téléphone : (418) 525-0040

Télécopieur : (418) 525-0740

Courrier électronique : collectif@pauvrete.qc.ca

Site Internet : www.pauvrete.qc.ca

Québec, le 13 juin 2006

Monsieur Jean Charest
Premier ministre
Conseil exécutif
Édifice Honoré-Mercier
835, boul. René-Lévesque Est, 3e étage
Québec (Québec) G1A 1B4

Monsieur le Premier ministre,

Nous vous avons écrit plusieurs fois depuis l'hiver 2003 pour solliciter un rendez-vous, à chaque fois sans succès. Je réitère à nouveau formellement cette demande de rencontre au nom des membres du Collectif pour un Québec sans pauvreté.

Nous tenons à discuter avec vous de la façon dont votre gouvernement aborde la question de la lutte contre la pauvreté. Votre gouvernement est le premier à devoir appliquer la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en décembre 2002. Cette loi est unique au monde et suscite un intérêt certain sur le plan international. Nous sommes le mouvement citoyen qui a formulé non seulement l'idée d'une telle loi, mais une proposition précise quant au contenu à en attendre. C'est ce travail soutenu qui a eu pour effet de conduire à l'existence de cette loi.

Quand votre formation politique était dans l'opposition, elle a contribué, notamment par l'action remarquable de votre ex-collègue Christos Sirros, à l'époque député de Laurier-Dorion, à ce que ce projet s'inscrive dans l'agenda parlementaire et gouvernemental. Des engagements formels ont également été pris à ce moment par vous et votre formation politique relativement à des questions urgentes comme l'accès gratuit aux médicaments prescrits pour les personnes aux plus faibles revenus de même que pour l'indexation complète des prestations à l'aide sociale.

Nous constatons trois ans plus tard que votre gouvernement a procédé à une application sélective de la loi votée. Pire, plusieurs décisions sont contraires à l'esprit et à la lettre de cette loi. Malgré des améliorations quant aux protections sociales relatives aux familles, des reculs et manquements importants sont totalement inacceptables à d'autres niveaux. Ceux-ci appauvrissent sévèrement les personnes les plus pauvres au Québec. Ils augmentent les écarts de revenus et de conditions de vie entre ces personnes et le reste de la société.

Cela ne peut pas continuer comme cela. Nous voulons en parler directement avec vous. Nous faisons appel à votre sens de l'honneur et du respect de vos engagements et de ceux de votre formation politique envers vos concitoyenNEs les plus pauvres.

La loi que vous vous devez d'appliquer fait obligation au Québec de figurer d'ici 2013 au rang des nations industrialisées où il y a le moins de personnes en situation de pauvreté, une obligation qui ne peut que contribuer à améliorer la position du Québec sur l'échiquier mondial en raison de l'appel aux solidarités politiques et économiques qu'elle suppose. La recherche de l'égalité effective de toutes et tous en dignité et en droits est certainement le meilleur gage de prospérité à long terme qu'une société puisse se donner dans le contexte mondial actuel. Les sociétés égalitaires unies par une cohésion profonde et vitale de leur population sur des enjeux communs ont de bien meilleures chances de se sortir des défis des prochaines décennies que les sociétés sacrifiant aux effets divisifs de la concentration de la richesse.

Nous aurons nécessairement dans les prochaines années à témoigner de la manière dont le Québec aura fait ou non honneur à ses obligations sous votre gouverne. Ne vaudrait-il pas mieux avoir eu l'occasion de vous présenter nos perspectives avant ? Ou devons-nous faire état du refus du premier ministre d'échanger sur ces sujets ? Les dénis et les contournements passeront à l'histoire tout comme les gestes faisant la preuve du sens de l'État et du sens de la réalisation effective des droits des personnes qu'on serait en droit d'attendre d'un gouvernement de bonne stature dans une société démocratique.

Monsieur le Premier ministre, à vous de choisir. Les plus pauvres ne sont pas dupes. L'histoire ne le sera pas non plus.

Vivian Labrie,
pour le Collectif pour un Québec sans pauvreté